

La montée de l'Islam

Introduction de Monsieur l'Ambassadeur Jean CUENDET
au séminaire de la Conférence des Ambassadeurs

- 30 août 1979 -

Il n'est pas nécessaire, je pense, de justifier le thème de cette dernière partie de notre séminaire. L'actualité y suffit. Je voudrais signaler que le texte qui a été distribué il y a quelques semaines visait à donner quelques informations générales sur l'Islam traditionnel et sur sa position dans les temps troublés que les pays musulmans ont traversés depuis le début de la conquête occidentale.

Cette conquête a marqué le destin de l'ensemble des populations concernées, et pas seulement celui des élites qui ont cherché à la comprendre et surtout à y répondre en s'inspirant autant que possible de la tradition. Le menu peuple, lui aussi, a été confronté avec de profonds changements dans ses habitudes et ses occupations, avec des menaces sur les valeurs auxquelles il était attaché et qu'il considérait comme intangibles. Plus d'une fois, il est sorti de sa passivité, comme en

- 2 -

Egypte en 1918 et en 1952, au Maroc en 1955, en Algérie et tout récemment en Iran, pour ne citer que quelques exemples.

La nature même de l'Islam, un ordre fondé sur la révélation, donc la vérité absolue, qui embrasse la totalité de l'existence, a fait que ces réactions se sont appuyées essentiellement sur la religion, même lorsque bien d'autres considérations entraient en jeu. Cette nature de l'Islam explique aussi que ce soient les valeurs islamiques qui sont au centre d'un retour à la tradition, considéré comme une sorte de purification d'influences mauvaises.

C'est là que se pose le problème central pour l'Occident. Nous sommes habitués à considérer l'émancipation de l'individu et en particulier de la femme, la liberté de pensée et d'expression, la liberté de mouvement, le droit, sous certaines conditions, des étrangers de s'établir dans le pays, le commerce avec l'étranger, toutes les formes de progrès techniques comme des phénomènes absolument positifs, voire comme des conditions minimales pour qu'un Etat puisse se considérer comme moderne (et que peut-on souhaiter d'autre ?).

Les obstacles qui s'élèvent sur le chemin qui conduit à ces buts doivent être écartés, les sacrifices imposés par les innovations doivent être supportés par les populations au nom du progrès. Les avantages évidents qu'elles en retirent dans le domaine du niveau de vie, de la santé publique, de la sphère d'autonomie individuelle, nous paraissent compenser amplement la perte d'un cadre de vie familial et rassurant. En fait, l'Iran, après d'autres (je pense en particulier au Liban), nous a montré qu'il n'en était rien, et que les progrès indiscutables réalisés par le régime du Shah avaient exacerbé les frustrations et préparé les esprits à un retour à un ordre ancien que la dynastie Pahlavi essayait de dépasser depuis plus de cinquante ans.

Il est bon de remarquer tout d'abord qu'un certain nombre - mais évidemment pas la majorité - des adversaires du Shah ont été inspirés par des conceptions qu'ils partagent avec nous, celles de la démocratie, des droits de l'homme, etc. Ils n'ont pas été écoutés. L'affirmation même des droits individuels a paru suspecte et, dans la mesure où ils ont pu exister pendant la période où le pouvoir de l'Ayatollah Khomeini se consolidait, ils sont en train de disparaître.

Nous constatons en même temps que les idées socialistes et communistes se heurtent à la même hostilité inflexible de la part du mouvement religieux. Ceci n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est que l'idée d'une coïncidence du socialisme et de l'Islam, idée très répandue, non pas parmi les religieux, mais parmi les intellectuels des pays musulmans pendant le dernier quart de siècle, ne semble pas avoir de succès en Iran. On ne peut naturellement pas exclure qu'un régime plus ou moins communiste succède à la république islamique si celle-ci échoue. Il n'en est pas moins significatif que le régime souhaité par les masses qui se sont levées contre le pouvoir impérial est précisément celui-là.

Ceci est nouveau si l'on pense aux exemples de révoltes populaires dans des pays d'Islam dont je viens de parler. Mais la nouveauté n'est pas dans la force de l'Islam, c'est lui qui a été à la base des autres mouvements aussi. La nouveauté est qu'il puisse s'imposer (même temporairement) contre des systèmes révolutionnaires inspirés de théories occidentales et auxquels il devait autrefois, au moins formellement, céder la priorité.

Cependant, au moment où il supplante ainsi les idées occidentales dans toutes leurs formes, le mouvement reli-

- 4 -

gieux iranien se trouve confronté avec le problème de tous les réformistes musulmans, celui de l'adaptation d'une conception d'ensemble considérée comme achevée, l'Islam, à la civilisation industrielle, en perpétuel mouvement et reposant sur des postulats tout différents. C'est la réponse à cette question qui va décider si la révolution iranienne peut devenir un modèle pour d'autres Etats musulmans ou si, au contraire, elle va servir de repoussoir.

La relation de l'Occident avec les pays musulmans, comme avec les autres pays du Tiers Monde, est depuis longtemps asymétrique en raison de nos richesses et de nos ressources techniques. A cet état de dépendance profondément ressenti, la tendance est souvent de répondre par un rejet plus ou moins total de tout ce qui manifeste cette dépendance, et dans certains cas extrêmes (dont je ne citerai que le Cambodge) le rejet de tout l'acquis en provenance d'Occident. Ces révoltes culturelles se paraient volontiers jusqu'ici d'une phraséologie révolutionnaire, par laquelle on laissait entendre qu'on était en réalité en avance sur l'Occident. L'Ayatollah Khomeini se passe de ce déguisement et en ce sens sa révolution est, sur le plan des idées, encore plus radicale que les autres, qui reconnaissaient et admettaient, à côté de la technologie occidentale, l'idée occidentale de révolution.

Des bouleversements politiques de ce genre ne sont manifestement pas des événements isolés et sans signification profonde. Bien au contraire, ils sont une conséquence naturelle des contradictions créées par la greffe d'une forme très particulière d'organisation sociale et de technique, la nôtre, sur des sociétés profondément "autres". Il est donc temps aussi de réfléchir aux dispositions à prendre pour les prévenir là où ils se préparent et pour limiter leurs conséquences là où ils se produisent.

Un premier point qui me paraît essentiel: il est nécessaire que nous connaissions mieux le fonctionnement des sociétés traditionnelles. Sans cette étude, il sera impossible de remédier à de nombreuses conséquences négatives de l'introduction de progrès en soi tout à fait souhaitables.

Un deuxième point est que bien souvent les élites des pays du Tiers Monde ne sont pas capables de défendre les intérêts des populations qu'elles sont censées représenter et de faire les choix économiques et politiques nécessaires. Si l'on veut éviter la répétition de débâcles comme celle de l'Iran, il faudra bien que les Etats qui fournissent les équipements requis aux pays en voie de développement s'intéressent sérieusement aux questions de "feasibility" sociale et culturelle aussi dans les cas où ce ne sont pas eux qui avancent les fonds, mais où l'acheteur est assez riche pour payer.

Un troisième point est celui de l'influence culturelle, souvent ressentie comme "agression". La culture occidentale, la culture populaire occidentale en particulier (je pense au cinéma, à la danse, etc.), peut avoir un effet très positif, car elle facilite la modernisation des mentalités et donc l'adaptation à l'âge industriel. Elle peut cependant aussi causer des tensions considérables entre les générations et les groupes sociaux, comme on l'a vu en Iran.

En revanche, quatrième point, la formation dans la technique et les sciences physiques doit être encouragée, car il s'agit-là de formes de la civilisation occidentale qui ne touchent pas directement aux valeurs traditionnelles, et qui peuvent même apparaître comme purement positives (médecine). Mais même cette formation technique doit partir des conditions existant dans le pays, comme cela a d'ailleurs généralement été le cas en Occident et en particulier en Suisse.

- 6 -

L'agronomie, la technologie notamment doivent être orientées vers les besoins spécifiques du pays.

Tous ces préceptes supposent en fait le développement d'une conception politique et économique d'ensemble, un modèle culturel qui englobe la tradition dans le projet de développement. L'expérience de ces cinquante dernières années nous montre qu'un tel modèle ne peut, pour toutes sortes de raisons, guère être développé par les pays du Tiers Monde eux-mêmes, les pays islamiques en particulier. L'Occident aura là un rôle important à jouer. Les idées politiques développées sous nos latitudes, comme partie d'une longue tradition qui nous est propre, ont été largement suivies ailleurs, mais avec des résultats généralement très décevants. L'Occident, intéressé à un développement harmonieux de ces pays avec lesquels il est étroitement lié par le besoin de ressources vitales, devra s'occuper sérieusement d'un domaine où il a jusqu'ici laissé le champ libre aux représentants plus ou moins attitrés du marxisme-léninisme.

Un examen rétrospectif du développement des sociétés occidentales, qui, elles aussi, ont dû insérer un progrès explosif dans de très vieilles formes morales et religieuses, fournirait d'ailleurs aussi bien aux experts occidentaux qu'aux gouvernements du Tiers Monde d'amples sujets de réflexion.

Une dernière remarque: la montée de l'Islam n'est qu'une des manifestations d'un renouveau des forces religieuses, renouveau que l'on sent pour le moment plus qu'on ne le voit. A cet égard, elle pourrait bien être très significative pour nos sociétés aussi.

- - - - -